



Signé Roselyne

Le regard
de Roselyne Bachelot
sur l'actualité

Mardi

Bien dommage que les propositions de François Fillon sur l'Assurance-maladie n'aient suscité que des invectives simplistes ou des procès nauséabonds. La vérité est que tous les candidats à l'élection présidentielle depuis trente ans ont soigneusement évité un sujet qu'ils considéraient à juste titre comme une bombe à fragmentation. Nous sommes au pied du mur : le système imaginé par le Conseil national de la Résistance à la Libération a été conçu dans une France qui comptait 10 millions de paysans, où l'on rentrait à l'usine à 16 ans pour mourir en moyenne à 60. Il explose aujourd'hui sous les coups de boutoir du vieillissement, des affections de longue durée et des progrès de la médecine face à des citoyens-patients-consommateurs de plus en plus exigeants. En rendant obligatoire la complémentaire santé pour les salariés, le gouvernement socialiste a ouvert la boîte de Pandore. Comment imaginer que deux systèmes d'assurance obligatoires vont pouvoir encore longtemps se déployer sur le même type de risques selon des clés de répartition de plus en plus absconnes ? Il faudra inévitablement généraliser la complémentaire santé, la réguler et la spécialiser.

Cette spécialisation ne saurait porter sur le « petit risque », notion floue et peu pertinente sur le plan médical, mais sur des paniers de soins bien identifiés tels la prothèse dentaire, l'audioprothèse, l'optique, le thermalisme. Pour l'Assurance-maladie elle-même, nous ne pourrions échapper à la relance du débat sur le bouclier sanitaire avec un forfait modulable selon les revenus, tel que cela existe en Allemagne. François Fillon en avait lui-même fait la proposition au journal *Le Parisien* en octobre 2005 ! A creuser donc. La polémique lancée par le gagnant de la primaire de la droite a au moins un mérite : l'Assurance-maladie est revenue enfin sur l'écran radar de l'élection présidentielle. Espérons que devant les injures ainsi suscitées, on ne mette pas une fois encore la poussière sous le tapis.

Jeudi

Ce matin sur France Inter, Manuel Valls propose la suppression du 49-3, disposition de la Constitution qui permet au gouvernement de passer en force sur le vote d'un texte de loi. Aussitôt, amis et adversaires du candidat s'esclaffent et rappellent qu'il a lui-même fait appel six fois à cette procédure. Et alors ? Pourquoi lui reprocher de se repentir ? D'autant

que chacun sait que celui qui prend une telle décision est bien le président de la République, seul maître de l'exécutif, le Premier ministre n'appuyant sur la gâchette que sur son ordre. Non, ce qui pose problème est que Manuel Valls n'aille pas jusqu'au bout de son raisonnement. Le 49-3 n'est pas une mesure technique isolée, mais un élément clé qui répond à deux exigences : ne pas soumettre l'exécutif au législatif, et mettre fin à l'instabilité politique qui sévissait avant 1958. La suppression du 49-3 ne peut donc se comprendre que dans une réforme profonde des institutions et un passage assumé à un régime parlementaire, comme d'ailleurs c'est le cas dans la quasi-totalité des démocraties européennes.

C'est ainsi que certains, de toutes sensibilités politiques, plaident pour une VI^e République. Ceci étant, quand on voit le chabonais qui sévit dans toutes les familles politiques, on peut craindre que sous couvert de démocratie, les tenants d'un tel chambardement ne soient que des apprentis sorciers. De Gaulle, reviens, ils sont devenus fous !

Vendredi

Ce n'est pas une alerte, mais les signaux faibles sont les prodromes de crises aiguës. Pour le Front national et sa présidente, les griffures s'intensifient et minent la carapace des certitudes. La seule question que se posaient les observateurs

il n'y a pas si longtemps était de savoir qui serait son adversaire au second tour de la présidentielle. Les derniers sondages montrent un tassement net des intentions de vote en sa faveur, et son éviction redevient envisageable. Marine Le Pen s'est refusée à voir les évolutions majeures qui secouent la vie politique française. La primaire de la droite a montré à quel point les citoyens, même les plus conservateurs, aspiraient à une vraie démocratie participative. Le fonctionnement patrimonial du FN adossé au concept d'une présidentielle

« Marine Le Pen s'est refusée à voir les évolutions majeures qui secouent la vie politique française. »

rencontre d'un homme ou d'une femme avec un peuple, devient source de frustration pour ses militants et ses sympathisants. Assumer un nom politique qui accompagne toutes les échéances électorales depuis soixante ans se transforme en véritable boulet sur fond de lutte de clans familiaux, alors que les Français viennent de remercier sèchement Sarkozy et Juppé, et de forcer Hollande à renoncer. Les mises en cause judiciaires de ses proches et le récurrent absentéisme au Parlement européen rendent inaudibles les leçons de morale dont le parti de la droite extrême avait fait un fonds de commerce. Les querelles qui minent les partis traditionnels apparaissent comme des bluettes, comparées à l'affrontement sanglant entre Marion Maréchal-Le Pen et Florian Philippot.

Quant au virage politique sur le terrain de l'extrême gauche, voulu par ce dernier et validé par Marine Le Pen, il devient un piège cotonneux et peut-être mortel, tant les qualités tribuniennes de Jean-Luc Mélenchon l'emportent en crédibilité, et tant les solutions proposées choquent l'électorat somme toute libéral-conservateur d'une grande partie du Front national. Taper à bras raccourcis sur François Fillon n'éteindra pas les *warnings* qui sont décidément passés au rouge pour Madame Le Pen, même si elle a largement le temps et les moyens de sortir de cette tribulation. Ses adversaires auraient tort de se réjouir trop vite.

Samedi

Chaque fois qu'on tente d'exterminer un groupe humain, ce sont non seulement des vies humaines que l'on détruit, mais aussi un patrimoine culturel qui disparaît irrémédiablement. Alep est une des plus anciennes villes du monde et existait deux mille ans avant Jésus-Christ. La citadelle, la grande mosquée, les nombreuses églises témoignaient de l'incomparable carrefour des cultures que constituait la deuxième ville de Syrie. Les compositeurs alépins des salons de musique et des cafés chantants qui puisaient aux sources des chants chrétiens, juifs, kurdes et arabo-andalous ne feront plus résonner le tambourin à cymbalettes et l'oud aux abords de la Bâb Qinnésrin, une des portes monumentales de la vieille ville. C'est aussi cela que les barbares ont assassiné. Les crimes contre l'esprit sont tout aussi impardonnables que les assassinats.